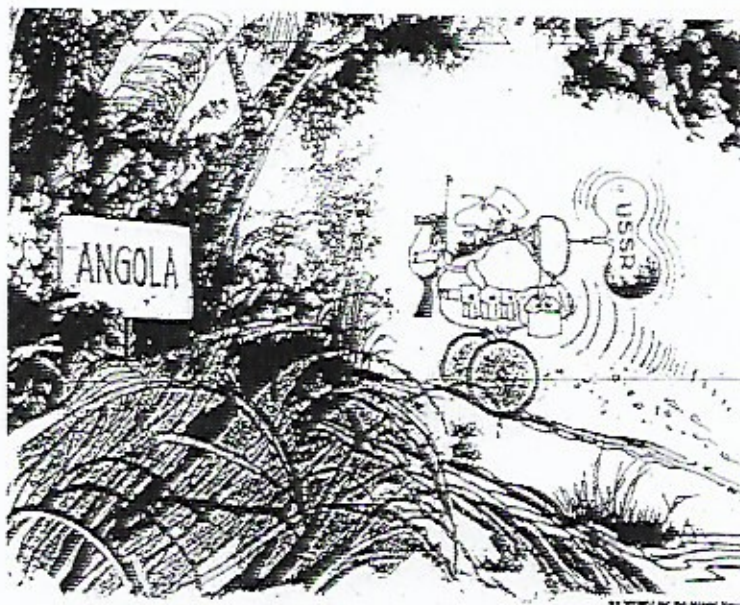


L'Acte final a fourni le moyen aux gouvernements des pays non communistes d'intervenir en faveur de personnes persécutées pour leurs opinions, harcelées pour avoir manifesté l'intention d'émigrer ou empêchées par des tracasseries administratives de se réunir avec les membres de leurs familles. Il a permis d'attirer l'attention du public sur des méthodes punitives particulièrement odieuses, comme l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives.

Document 2 : Une vision américaine de l'intervention cubaine en Angola, 1975, *The Washington Post*, 7 décembre 1975.



Fidel Castro "téléguidé" par l'URSS, caricature de Wright pour le *Miami News*, 1975, reprise dans *The Washington Post*, 7 décembre 1975

Document 3 : A. Gromyko (ministre des affaires étrangères) s'oppose à l'intervention soviétique en Afghanistan, réunion du Politburo du PCUS, 18 mars 1979.

Je soutiens totalement la proposition du camarade Andropov** de rejeter une mesure telle que le déploiement de nos troupes en Afghanistan.

L'armée là-bas est peu sûre. Quand notre armée arrivera en Afghanistan, elle sera considérée comme l'agresseur. Contre qui combattra-t-elle? D'abord contre le peuple afghan et il aura à tirer sur elle. Le camarade Andropov a parfaitement noté que la situation en Afghanistan n'est en vérité pas mûre pour une révolution. Et tout ce que nous avons mis en œuvre ces dernières années, au prix de tant d'efforts, en matière de détente, de réduction des armements, etc., tout cela serait anéanti. Nous offririons, c'est certain, un beau cadeau à la Chine. Tous les pays non-alignés seront contre nous. En un mot, de sérieuses conséquences sont à attendre d'une telle initiative. Il ne sera plus question d'une rencontre entre Leonid Ilitch*** et Carter.. la visite de Giscard d'Estaing à la fin mars sera remise en question.

Il faut s'interroger: qu'aurions-nous à y gagner? L'Afghanistan, avec son gouvernement actuel, son économie arriérée, son poids sans importance sur le plan international. Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que du point de vue légal aussi nous ne serions pas fondés à envoyer des troupes. Selon la charte des Nations unies, un pays peut demander une assistance militaire mais nous ne pouvons envoyer des troupes que s'il est l'objet d'une agression extérieure. L'Afghanistan n'a été l'objet d'aucune agression. C'est une affaire interne, un conflit révolutionnaire interne, le combat d'une partie de la population contre une autre. D'ailleurs, les Afghans ne nous ont jamais officiellement demandé de faire intervenir nos troupes.

* Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères

** Iouri Andropov, chef du KGB, membre du politburo du PCUS

*** Leonid Ilitch Brejnev, premier secrétaire du PCUS

ETUDE D'UN ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

Le tournant des années 1970 dans les relations américano-soviétique

Document 1 : Helsinki : l'analyse d'un diplomate français. Jacques Andréani, *Le piège : Helsinki et la chute du communisme*, Paris, 2005.

Document 2 : Une vision américaine de l'intervention cubaine en Angola, 1975, *The Washington Post*, 7 décembre 1975.

Document 3 : A. Gromyko (ministre des affaires étrangères) s'oppose à l'intervention soviétique en Afghanistan, réunion du Politburo du PCUS, 18 mars 1979.

Document 4 : Jeux Olympiques de Moscou : participer ou non ? Affiche de l'Aeroflot et affiche du Comité pour le boycott des olympiades de Moscou, 1980.

Document 5 : Principes fondamentaux des relations entre les deux pays, Moscou 29 mai 1972, trois jours après la signature des accords SALT I.

Première partie :

Analysez l'ensemble documentaire en répondant aux questions suivantes :

- 1 – Présentez la conférence d'Helsinki et ses conséquences (doc. 1)
- 2 – En quoi la visite de Nixon à Moscou est-elle l'apogée de la Détente ? (doc 5)
- 3 – En quoi peut on parler d'une réactivation de la guerre froide dans les années 70 ? (doc. 2 et 3)
- 4 – Quels sont les arguments de Gromyko pour s'opposer à l'intervention soviétique en Afghanistan ? (doc. 3)
- 5 – Pourquoi et comment l'opposition politique ressort-elle à l'occasion des JO ? (doc 4)

Deuxième partie

A l'aide des réponses aux questions, des informations contenues dans les documents et de vos connaissances, rédigez une réponse organisée au sujet : « Le tournant des années 1970 dans les relations américano-soviétique ».

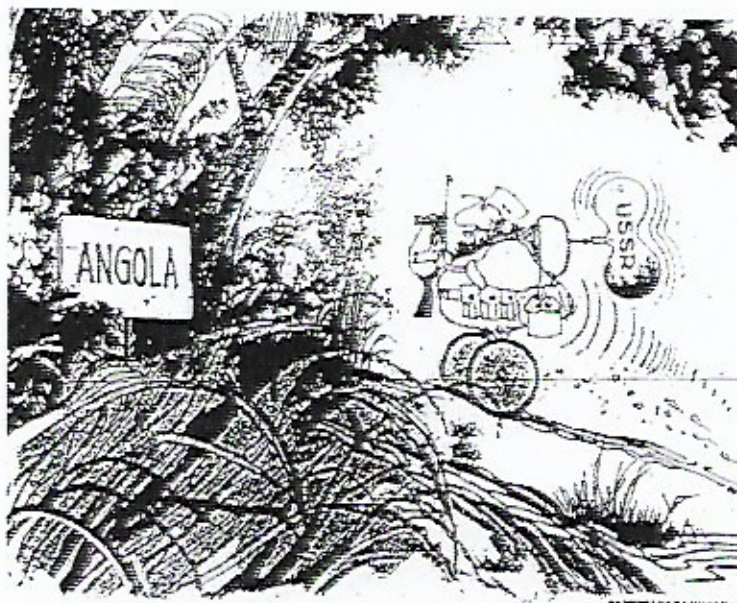
Document 1 : Helsinki : l'analyse d'un diplomate français. Jacques Andréani, *Le piège : Helsinki et la chute du communisme*, Paris, 2005.

Helsinki et ses suites ont accéléré le processus de dégradation en cours depuis la fin des années Khrouchchev. Ils ont encouragé les dissidents et leur ont fourni un cadre de référence, des arguments, des méthodes et souvent un appui extérieur - la chambre de résonance de la presse internationale, les conseils d'avocats bénévoles. [...]

L'accord d'Helsinki a contribué à internationaliser des tensions internes auxquelles les autorités des pays communistes auraient voulu réagir dans le cadre national. Il a polarisé l'intérêt de l'opinion mondiale sur le combat des dissidents et sur le message des exilés volontaires, comme Soljenitsyne. Il a encouragé des groupes de citoyens spécifiquement formés pour veiller au respect des dispositions de la CSCE et pour dénoncer les manquements, même si ces activités étaient condamnées et réprimées par les autorités. Cette répression elle-même a pu faire l'objet de protestations officielles et de dénonciations publiques explicitement fondées sur les textes signés en 1975

L'Acte final a fourni le moyen aux gouvernements des pays non communistes d'intervenir en faveur de personnes persécutées pour leurs opinions, harcelées pour avoir manifesté l'intention d'émigrer ou empêchées par des tracasseries administratives de se réunir avec les membres de leurs familles. Il a permis d'attirer l'attention du public sur des méthodes punitives particulièrement odieuses, comme l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives.

Document 2 : Une vision américaine de l'intervention cubaine en Angola, 1975, *The Washington Post*, 7 décembre 1975.



Fidel Castro "téléguidé" par l'URSS, caricature de Wright pour le *Miami News*, 1975, reprise dans *The Washington Post*, 7 décembre 1975

Document 3 : A. Gromyko (ministre des affaires étrangères) s'oppose à l'intervention soviétique en Afghanistan, réunion du Politburo du PCUS, 18 mars 1979.

Je soutiens totalement la proposition du camarade Andropov** de rejeter une mesure telle que le déploiement de nos troupes en Afghanistan.

L'armée là-bas est peu sûre. Quand notre armée arrivera en Afghanistan, elle sera considérée comme l'agresseur. Contre qui combattra-t-elle? D'abord contre le peuple afghan et il aura à tirer sur elle. Le camarade Andropov a parfaitement noté que la situation en Afghanistan n'est en vérité pas mûre pour une révolution. Et tout ce que nous avons mis en œuvre ces dernières années, au prix de tant d'efforts, en matière de détente, de réduction des armements, etc., tout cela serait anéanti. Nous offririons, c'est certain, un beau cadeau à la Chine. Tous les pays non-alignés seront contre nous. En un mot, de sérieuses conséquences sont à attendre d'une telle initiative. Il ne sera plus question d'une rencontre entre Leonid Ilitch*** et Carter.. la visite de Giscard d'Estaing à la fin mars sera remise en question.

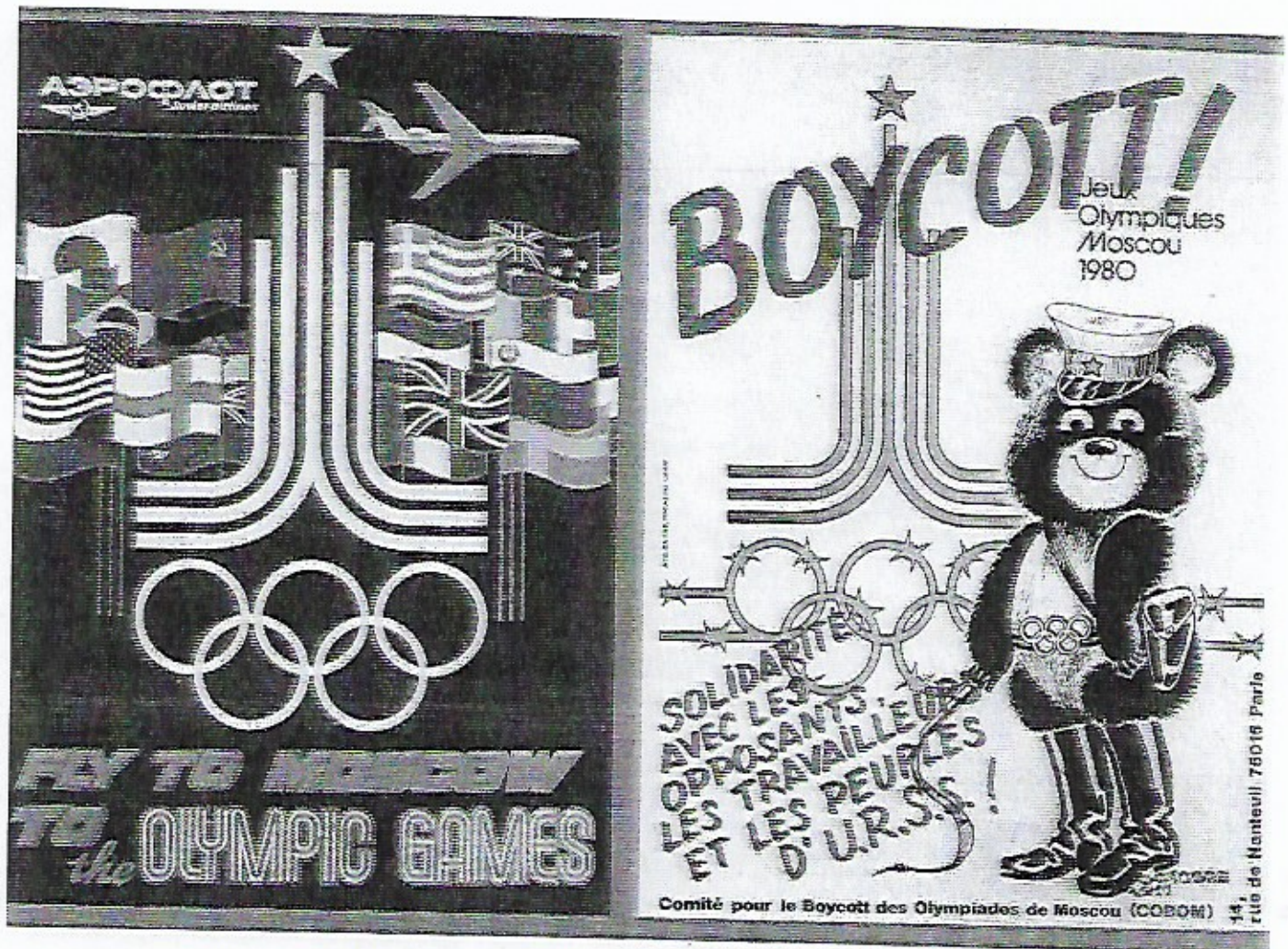
Il faut s'interroger: qu'aurions-nous à y gagner? L'Afghanistan, avec son gouvernement actuel, son économie arriérée, son poids sans importance sur le plan international. Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que du point de vue légal aussi nous ne serions pas fondés à envoyer des troupes. Selon la charte des Nations unies, un pays peut demander une assistance militaire mais nous ne pouvons envoyer des troupes que s'il est l'objet d'une agression extérieure. L'Afghanistan n'a été l'objet d'aucune agression. C'est une affaire interne, un conflit révolutionnaire interne, le combat d'une partie de la population contre une autre. D'ailleurs, les Afghans ne nous ont jamais officiellement demandé de faire intervenir nos troupes.

* Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères

** Iouri Andropov, chef du KGB, membre du politburo du PCUS

*** Leonid Ilitch Brejnev, premier secrétaire du PCUS

Document 4 : Jeux Olympiques de Moscou : participer ou non ? Affiche de l'Aeroflot et affiche du Comité pour le boycott des olympiades de Moscou, 1980.



Document 5 : Principes fondamentaux des relations entre les deux pays, Moscou 29 mai 1972, trois jours après la signature des accords SALT I.

L'URSS et les Etats-Unis d'Amérique, (...) conscients de la nécessité de déployer tous leurs efforts pour écarter la menace de la guerre et réunir les conditions permettant d'atténuer la tension dans le monde, de renforcer la sécurité mondiale et la coopération internationale, estimant que l'amélioration des relations soviéto-américaines et leur développement mutuellement avantageux, notamment en matière d'économie, de science et de culture, serviront ces objectifs (...) sont convenus de ce qui suit : 1) Ils se fonderont sur leur conviction commune qu'à l'âge nucléaire, il n'existe pas d'autres bases que la coexistence pacifique pour étayer leurs relations. Les différences en matière d'idéologie et de systèmes sociaux qui existent entre l'URSS et les Etats-Unis, ne font pas obstacle au développement de relations normales, basées sur les principes de souveraineté nationales, d'égalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de réciprocité des avantages.